

24.05.2007 - 12:25 Uhr

## Etude KPMG - La plupart des entreprises sont mal préparées à enquêter sur les fraudes transnationales

Zurich (ots) -

- Indication: L'étude en anglais peut être téléchargée en format pdf sous:  
<http://www.presseportal.ch/fr/story.htx?firmid=100001147> -

Alors qu'aujourd'hui les criminels sont en mesure de transmettre électroniquement de l'argent volé et de la propriété intellectuelle aux quatre coins du monde en quelques secondes, les entreprises sont souvent mal préparées à mener des enquêtes rapides et efficaces sur les fraudes dès lors que celles-ci ont lieu dans un pays autre que celui où leur siège social est implanté. Tel est le constat qui ressort d'une nouvelle étude conduite par KPMG.

Lors d'une enquête réalisée par KPMG auprès de cadres dirigeants d'entreprises de 21 pays, 92 pour cent des personnes interrogées ont indiqué qu'elles ne s'attendaient pas à une diminution - beaucoup prévoyant une augmentation - du nombre d'enquêtes internationales au cours de l'année qui vient, bien que 56 pour cent d'entre elles aient déclaré ne pas avoir mis en place de procédures d'enquête de vaste portée. Pourtant, 60 pour cent des cadres dirigeants admettent que la réussite de toute enquête est principalement le fait d'une bonne planification.

"Les fraudeurs interviennent sans se soucier des frontières", a précisé John Ederer, un spécialiste judiciaire partenaire de KPMG en Suisse. "C'est pourquoi les entreprises doivent se montrer de plus en plus vigilantes quant à leur aptitude à prévenir, à déceler et à combattre les fraudes".

"Les entreprises doivent se doter des moyens nécessaires pour effectivement détecter les fraudes et effectuer les recherches correspondantes en attachant une importance extrême à la discipline et à la promptitude de réaction - à l'image, en quelque sorte, d'une force d'intervention spéciale et tactique", a ajouté John Ederer. "Outre les pertes financières auxquelles elle s'expose, l'organisation peut également être atteinte dans sa réputation, ses capacités de gestion des risques et sa pratique de la bonne gouvernance dès lors qu'elle n'a pas su mener à bien une enquête".

"Les sociétés multinationales ont tendance à établir des modalités et méthodes d'enquête souvent coulées dans le même moule pour tous les pays dans lesquels elles exercent leurs activités. Or, chaque nation dispose de ses propres procédures en matière de réglementation et de maintien de l'ordre qui, outre le fait qu'elles évoluent sans cesse, peuvent contrecarrer une démarche de recherche", a déclaré John Ederer. "Il leur faut mettre en place des programmes d'enquête de vaste portée tout en les adaptant au contexte de chaque pays et faire appel, si possible, à une équipe locale, bien formée et connaissant la langue, la culture et l'environnement législatif et réglementaire du pays en question".

Les cadres dirigeants interrogés par KPMG ont indiqué qu'ils se heurtaient à des difficultés de diverses natures à travers le monde lorsqu'il s'agissait de conduire des enquêtes transnationales. Ces difficultés peuvent être classées en quatre grandes catégories, à savoir:

- Obstacles à caractère culturel, linguistique et juridique
- Identification du mode de réaction initial à un incident ou à une fraude présumée
- Absence d'une équipe possédant les compétences techniques et l'expérience requises pour mener l'enquête
- Problème de disponibilité et d'accessibilité des données électroniques.

De plus, à peine 48 pour cent des personnes interrogées ont indiqué que leur personnel enquêteur avait reçu une formation correspondante dans les six derniers mois, et 27 pour cent ont déclaré qu'aucune formation n'avait eu lieu dans l'année précédente.

John Ederer a ajouté qu'il y avait un certain nombre de mesures à prendre par les équipes dirigeantes pour améliorer les enquêtes sur les fraudes, et notamment:

- Faire le point sur les compétences de leur entreprise en matière d'enquêtes et les comparer aux pratiques exemplaires reconnues au sein du secteur \* Evaluer leurs protocoles d'enquête et s'assurer que le conseil d'administration et le comité d'audit sont dûment informés sur toutes les questions - Veiller à ce qu'il n'existe qu'une seule interface globale chargée de rendre compte des incidents liés à des fraudes ou actions fautives
- Former les équipes d'enquêteurs à la gestion des problèmes de fraudes et d'actions fautives à l'échelle transnationale
- Rédiger un document prescrivant le mode de réaction face aux incidents et intégrant un ensemble complet de protocoles
- Evaluer les exigences légales en vigueur dans le pays ainsi que l'aptitude du service informatique de l'organisation à rapidement récupérer des données à partir des systèmes situés en divers points du globe
- Faire intervenir un conseiller juridique au niveau de tous les aspects en jeu dans la définition des protocoles d'enquête et modes opératoires initiaux
- Recourir à des ressources externes dotées d'une solide connaissance du secteur et d'une bonne expérience des enquêtes d'envergure mondiale.

John Ederer a également indiqué que près de 80 pour cent des participants à l'enquête estimaient que, dans les cinq prochaines années, la maîtrise de l'informatique serait encore plus déterminante qu'elle ne l'est aujourd'hui pour mener à bien des enquêtes sur les fraudes transnationales. "Améliorer la capacité d'exploitation des technologies pour combattre les fraudes demeure indéniablement une priorité pour les entreprises qui veulent pouvoir déceler de telles fraudes et enquêter en conséquence, mais aussi obtenir réparation pour les pertes subies", a-t-il déclaré

L'enquête réalisée par KPMG fin 2006 et début 2007 a permis de recenser les réponses de 103 cadres dirigeants d'entreprises d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Europe, d'Asie, d'Australie et d'Afrique qui sont chargés des enquêtes transnationales au sein de sociétés multinationales.

Les résultats détaillés de l'enquête intitulée "Forensic Cross-Border Investigations White Paper Survey" (en anglais) peuvent être téléchargés à partir du site [www.kpmg.ch](http://www.kpmg.ch).

KPMG International est un leader des services de révision comptable, de conseil fiscal, juridique et financier. A l'échelle mondiale, KPMG emploie près de 113 000 collaborateurs dans 147 pays. Les activités de KPMG Suisse sont intégrées à KPMG Holding SA (le membre suisse de KPMG International). Sous ce toit, KPMG SA emploie en Suisse près de 1 500 personnes réparties dans treize sites. Dans l'exercice 2006, KPMG Suisse a réalisé un chiffre d'affaires de 401.4 millions de francs.

Vous trouverez de plus amples informations sur [www.kpmg.ch](http://www.kpmg.ch).

Contact:

KPMG SA  
 Stefan Mathys  
 Corporate Communications  
 Tél.: +41/44/249'27'74  
 Mobile: +41/79/227'98'31  
 E-Mail: [kpmgmedia@kpmg.ch](mailto:kpmgmedia@kpmg.ch)

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100001147/100534186> abgerufen werden.